

Convention collective

IDCC : **8535** | **COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Bretagne et Pays de la Loire)
(19 novembre 2001)**

(Étendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

Avenant n° 5 du 19 avril 2021

NOR : AGRS2197077M

IDCC : 8535

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération des CUMA Bretagne Ille Armor ;

Fédération des CUMA du Morbihan ;

Fédération des CUMA du Finistère,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union professionnelle régionale agro-alimentaire FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC Agri ;

Fédération nationale agro-alimentaire et forestière CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 6 du 17 avril 2018 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif de prévoyance du 20 mai 2005 modifié par l'avenant n° 4 du 9 juin 2016, s'agissant de la mise en œuvre du principe de solidarité et de la mutualisation avec le fonds de solidarité national.

Par ailleurs, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la

branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

En conséquence, l'accord collectif de prévoyance du 20 mai 2005 est modifié comme suit :

Article 1^{er}

Il est ajouté un article 3 *bis* à l'accord collectif du 20 mai 2005 intitulé « Principe de solidarité » rédigé comme suit :

« Article 3 *bis* | Principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de préventions et d'action sociale, selon les mêmes modalités que l'accord national du 10 juin 2008.

Le présent accord collectif s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation au fonds de solidarité institué au niveau national, tel que prévu à l'article 6.3.4 de l'accord national du 10 juin 2008. »

Article 2

Les autres clauses de l'accord demeurent inchangées.

Article 3 | Entrée en vigueur

Les dispositions arrêtées au présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2021.

Article 4 | Dépôt et extension

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent sans délai, l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de Bretagne.

Fait à Pacé, le 19 avril 2021.

(Suivent les signatures.)